

Libretto

CLAUDE QUÉTEL

FEMMES
DANS LA GUERRE

(1939-1945)

libretto

Pour le texte :

© Éditions Larousse, 2004

Pour la présente édition :

© Éditions Libretto, Libella, Paris, 2022

I.S.B.N. : 978-2-36914-591-2

Les femmes sont les éternelles victimes des guerres. Donneuses et gardiennes de la vie, elles sont alors plus que jamais la proie de la pulsion de mort des hommes. Elles sont aussi les éternelles oubliées de l'histoire de ces guerres. La moitié de l'humanité paraît se dérober à l'examen et l'historien a le plus grand mal à ériger cette multitude en objet historique. Les femmes voient leur histoire dissoute dans celle des hommes. Ce qui était déjà vrai en temps de paix l'est davantage encore en temps de guerre où plus que jamais les hommes occupent le devant de la scène et par la suite écrivent l'histoire, leur histoire.

Or, durant la Seconde Guerre mondiale, les femmes ont été sans cesse présentes : victimes sur les routes des exodes et sous les bombes, patientes dans les queues, inventives et industrielles dans les privations d'une vie quotidienne de guerre, travailleuses dans les usines et dans les champs à l'heure de l'absence des hommes. Dans tous les pays, elles ont été également sous l'uniforme : auxiliaires de l'arrière mais aussi au front. Elles ont été dans les combats des maquis et dans la

Résistance, forçant souvent l'admiration de leurs adversaires mêmes. Elles ont été déportées, faisant preuve d'une force d'âme, d'une capacité d'organisation, d'une résistance aux épreuves physiques mais aussi d'un pouvoir de compassion que purent leur envier beaucoup d'hommes. Une résistante déportée et survivante de Ravensbrück confia sans forfanterie ni méchanceté: « Si nous avions été des hommes, nous n'aurions pas tenu. »

Cette « force tranquille », qui avait surgi mais plus timidement lors de la Grande Guerre, s'affirma massivement dans tous les pays belligérants au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, partout dans le monde au lendemain de la guerre, les hommes demandèrent aux femmes de retourner à leurs fourneaux. Et elles y retournèrent, non pas dupes, mais victimes de leur fatalité historique.

I

TOURMENTE

Pendant l'entre-deux-guerres, quand tout allait bien ou en tout cas pas trop mal, mieux de toute façon que pendant l'hécatombe de la Grande Guerre, les hommes avaient de nouveau fait semblant de croire qu'ils n'avaient pas besoin des femmes. Cela leur avait été d'autant plus facile qu'ils niaient, ou dans le meilleur des cas ignoraient, leur existence au sens de leur identité et de leur individualité de femmes. C'en était fini des infirmières hardies et des tourneuses d'obus de la « grande tuerie », des féministes et, en France, du droit de vote pour les femmes. Il restait bien les cheveux à la garçonne et les robes « courtes » des Années folles, mais c'était plutôt à Montparnasse ou dans un Berlin bientôt jugé décadent. Dans son plus grand nombre, la femme s'en était retournée au foyer, quitte à n'y remplir que son pieux devoir de veuve de guerre.

Mais la guerre était revenue, plus dévastatrice que jamais et plus que jamais initiatrice de désordre. Avec la guerre, et pas seulement dans la défaite, tout basculait, tout changeait. L'homme tout-puissant, père, mari, fiancé ou fils, allait de

nouveau disparaître et s'effacer devant la femme, plus forte, mieux organisée, plus altruiste aussi. Chaque pays en guerre, les États totalitaires en tête, s'appliqua alors à définir strictement les statuts de leurs femmes et à en imposer un portrait conforme à leurs idéologies respectives.

Mères avant tout

ALLEMANDE SELON LE FÜHRER

À la différence des Françaises, les Allemandes ainsi que les Autrichiennes ont obtenu l'égalité civique dès la fin de la Grande Guerre. D'abord modéré, l'électorat féminin allemand s'est porté, avec la crise, en proportion presque semblable à celle des hommes, vers le parti nazi, favorisant ses premières percées électorales. De même, le féminisme allemand, très ancien (la Fédération des associations féminines allemandes a été fondée en 1894 et a compté jusqu'à 600 000 membres), a d'abord fait bon ménage avec le nazisme. Certaines féministes, nazies de la première heure, n'allaient-elles pas jusqu'à proclamer que « le retour de la femme aux fourneaux était un vestige du patriarcat juif » ?

Il faut préciser qu'au début de 1933 le chômage féminin ne dépasse pas 11 %, contre 29 % de chômage masculin. C'est en fait une lutte inconsciente de pouvoir qui se joue là. Les nazis sont profondément misogynes, provinciaux et petits-bourgeois. En luttant contre le communisme, l'Université, la grande ville ou encore le jazz, ils luttent, pas seulement mais aussi, contre l'émancipation de la femme. Un racisme de plus en quelque sorte.

Certes, un *Nationalsozialistische Frauenschaft* a été fondé

en 1931 mais ce mouvement féministe nazi est mis au pas comme les autres dès 1933 par les dignitaires nazis désormais débarrassés de leurs soucis électoraux. Au congrès de Nuremberg de 1934, Hitler peut jeter le masque à l'endroit des femmes allemandes : « Si les mouvements libéraux “intellectualistes” de femmes avaient jadis à leur programme beaucoup, beaucoup de points déterminés par ce qu'on appelle “l'esprit”, le programme de notre mouvement national-socialiste de femmes n'en comporte en fait qu'un seul et ce point s'appelle : l'enfant. » Et le Führer de compléter sa pensée en déclarant la même année : « En tant que nationaux-socialistes, nous luttons depuis des années pour écarter les femmes de l'engagement politique parce que nous le trouvons indigne d'elles. » Hitler dit par ailleurs de l'émancipation féminine que c'est « une invention juive ». Quant à Rosenberg, théoricien du parti nazi, il se propose d'« émanciper les femmes de l'émancipation » (*Le Mythe du xx^e siècle*).

Le dernier bataillon des féministes nazies aura beau protester en faisant remarquer que ce sont là plutôt des traditions orientales, voire juives, que des traditions nordiques, si souvent célébrées par les nazis et par lesquelles les femmes n'étaient pas reléguées, rien n'y fera. Quant aux féministes socialistes ou communistes, elles se tairont ou prendront le chemin des premiers camps de concentration. Très rapidement, les femmes se trouvent écartées de la vie professionnelle et publique, jusqu'à la guerre en tout cas. Un *numerus clausus* à l'encontre des jeunes filles est même décrété dans l'enseignement supérieur (10 %). Une *Reichsfrauen führerin* (Gertrud Scholtz-Klink, mère à 28 ans de quatre enfants) a bien été désignée en 1934 mais elle n'a aucun pouvoir.

Une ligue des jeunes filles allemandes (*Bund Deutscher Mädel*), équivalent féminin des Jeunesses hitlériennes, est créée, qui va compter un million et demi d'adolescentes à

la veille de la guerre. « Nous avons enfin un sentiment rassurant, confiera l'une d'elles, la conscience du nous. Nous, les filles hitlériennes, formions un groupe, une élite au sein du *Volk* allemand. » Quant à la finalité de la maternité, elle fait si peu de doute que les mauvais esprits (il en reste tout de même dans le Reich) ont transformée le BDM en *Bund Deutscher Milchkuhe* : ligue des vaches laitières allemandes.

Une croix des mères de famille nombreuses est créée, que les Jeunesses hitlériennes doivent saluer et que les mêmes rieurs ont rebaptisée « médaille des lapins ». Et les mêmes méchantes langues d'ajouter qu'il faut donner au Reich des enfants « aussi blonds que Hitler, aussi minces que Göring et aussi athlétiques que Goebbels ».

Loin d'être anecdotiques, toutes ces plaisanteries traduisent une certaine réticence de la population féminine face aux outrances d'un programme nataliste qui trouve, à partir de 1935, son aboutissement le plus extrême dans l'institution de *Lebensborn* (« Fontaines de vie »), qui succède à la création dès 1931 de l'« Office supérieur de la race et du peuplement ».

Ce sera jusqu'au bout l'obsession de Himmler, Reichsführer-SS : multiplier la descendance des SS dans de véritables haras nationaux. La guerre venue, Himmler a déclaré à ses chers SS : « Chaque guerre est une saignée du meilleur sang (...) La mort nécessaire des meilleurs n'est pas encore le pire. Ce qui est pis, c'est l'absence des enfants non procréés. » Pour ce faire, des filles déjà enceintes (admisses après examen racial) ou acceptant une procréation « dirigée », voire artificielle (cette dernière plutôt au stade expérimental), sont accueillies dans des foyers SS en Allemagne, en Norvège mais aussi en Hollande, en Belgique, en France. *Lebensborn* constitue le pendant « positif » de l'euthanasie des anormaux et des malades mentaux instituée à la même époque, ainsi

que des campagnes de stérilisation massives imposées par des juges à des criminels, des « anormaux », voire, des « asociaux » (alcooliques, prostituées avec enfants illégitimes).

Combien d'enfants sont nés de ces « mariages biologiques » ? Peut-être 12 000. Assez peu finalement, du fait notamment de la réputation d'immoralité entachant les établissements *Lebensborn* auprès de la population. Il faut ajouter à ce nombre les dizaines de milliers d'enfants kidnappés dans toute l'Europe occupée, en Pologne notamment : des filles appelées à devenir précocement des reproductrices ; des garçons destinés à faire de braves SS. L'idée folle et terrifiante de Himmler, c'est de compenser ainsi en dépit de sa répression le grand nombre des avortements volontaires qui prive le Reich chaque année « de 200 régiments supplémentaires à échéance de vingt ans ».

Himmler, comme les autres chefs nazis et tout particulièrement Goebbels, n'assigne aucun autre rôle à la femme allemande à part celui de reproductrice. Aussi, dans l'un des discours qu'il aime à prononcer au milieu de ses généraux SS, s'insurge-t-il contre ceux qui se laissent commander en public et par conséquent ridiculiser par leurs épouses : « La femme appartient elle aussi à la SS (...) La femme doit obéir elle aussi. »

Avec un taux de natalité qui passe de 14,7 à 18‰ entre 1933 et 1938, le vieux thème allemand des « 3 K » : *Küche*, *Kinder*, *Kirche* (cuisine, enfants, église) semble d'abord faire recette. Tout est mobilisé pour aller dans ce sens, de l'interdiction de l'accès à nombre de professions à une image de la femme allemande saine et fertile, aux hanches larges et aux cheveux tressés en couronne sur la tête. La minceur est combattue, tout comme le maquillage, le tabac, ou encore l'amour immodéré pour un chien (comme dérivatif au désir

d'enfant). De nouvelles lois autorisent les filles à se marier à partir de 16 ans (contre 21 chez les garçons), tandis que les divorces de couples stériles sont facilités, plutôt d'ailleurs quand c'est au profit des hommes.

Point de libération sexuelle dans tout cela, en dépit des encouragements aux unions libres voire à la bigamie chez les hommes. Il s'agit de procréation et le nazisme ne se départira à aucun moment de sa profonde misogynie. Les sanctions les plus graves (prison, camp de concentration) sont prévues pour les Allemandes qui auraient des relations sexuelles avec des « inférieurs » et la liste en est large, qui va du Juif au prisonnier de guerre. Pour le « pollueur racial », c'est la peine de mort.

Toutefois la guerre vient quelque peu troubler ce schéma. Dès 1937, le déclenchement d'un conflit devenant inéluctable, un service civil obligatoire d'un an est instauré pour les jeunes filles. Le nombre des femmes dans les multiples organisations nazies se multiplie soudain, au point d'atteindre 6 millions en 1942, mais toujours à des postes subalternes. Enfin, c'est surtout dans les champs et les usines que le départ des hommes au front provoque un appel urgent et massif de main-d'œuvre. Impossible désormais d'en écarter les femmes. La guerre se prolongeant et s'écartant des victoires initiales, ce sera même, avec le décret du 27 janvier 1943, la mobilisation totale des femmes de 17 à 45 ans. On verra ce qu'il en fut réellement mais il est intéressant de noter dès à présent que ce télescopage idéologique entre la mère au foyer et la femme dans l'effort de guerre aura pour résultat de faire tomber le masque des « 3 K », un moment rassurant pour les femmes allemandes. La guerre se poursuivant, l'idéologie nazie et son obsession nataliste se raidissant, il ne restera plus que le K de *Kinder*, avec des maternités envisagées en

termes biologiques et des enfants appelés à être élevés par l'État, loin donc de la cuisine, de l'église, de la famille et finalement loin de l'enfant tel que la femme, même allemande du III^e Reich, se l'est de tout temps représenté.

ITALIENNE SELON LE DUCE

Dans l'Italie fasciste, la « femme nouvelle » exaltée par le régime n'est autre que la femme-mère, au centre de la famille, telle que l'a toujours idéalisée l'Église. Le pape Pie XI, dans son encyclique *Quadragesimo anno*, du 15 mai 1931, ne manque pas de rappeler que « c'est à la maison avant tout (...) qu'est le travail des mères de famille ». Il dénonce les salaires insuffisants du mari qui obligent les mères à chercher du travail au-dehors, « négligeant les devoirs tout particuliers qui leur incombent avant tout : l'éducation des enfants ».

L'Italienne, fasciste ou non, du Sud bien sûr mais aussi du Nord, reste solidement imprégnée de la tradition catholique. L'Église n'a pas attendu le fascisme pour enserrer la femme dans un réseau d'associations qui, à l'instar des ligues fascistes, imposent l'éternel modèle féminin de la mère au foyer – à cette plus que nuance près que l'Église parle de paix et non de guerre régénératrice. Cette différence, les revers militaires venus, pèsera lourd dans la balance de l'opinion publique, c'est-à-dire d'abord celle des femmes.

Ceci n'empêche pas le fascisme de superposer un discours laïque exaltant chez la femme sa mission de renaissance nationale. Ainsi, en 1933, la responsable des *Fasci Femminili* de Bari déclare : « La mère devient l'expression de la force de la race et un signe de joie pour la Nation (...) Ainsi la responsabilité de la vie nationale dépend directement de la femme, et la femme est directement impliquée dans la vie de l'État. »

Outre l'organisation des *Fasci Femminili* créée dès 1920,

réorganisée en 1924, et qui s'adresse principalement aux classes moyennes, il existe d'autres ligues féminines telles que les *Giovanni Fasciste*, les *Piccole Italiane*, ou encore les *Massaie Rurali*. Toutes ces organisations, chargées d'éduquer les Italiennes de la prime enfance à l'âge adulte et d'en faire de vraies fascistes, comptent près de 3,2 millions de femmes à la veille de la guerre.

Cette mobilisation de masse ne va d'ailleurs pas sans une méfiance en proportion des responsables du Parti national fasciste (PNF), solidement phalocrates et misogynes, vite effrayés par les revendications féministes et qui s'emploient dès lors à cantonner les ligues dans des rôles d'assistance, d'éducation et de propagande paradoxalement féministe, mais le pouvoir en moins. Ni pouvoir politique, ni droit de vote.

Comme chez les nazis et avant ceux-ci, les éléments féministes les plus radicaux sont muselés, à commencer par les étudiantes fascistes (*Gruppi Universitari Femminili*). Les étudiantes, espèce dangereuse entre toutes, sont même exclues des compétitions sportives et culturelles universitaires dans la crainte avouée d'une émancipation excessive et inavouée d'une victoire des filles. Comme en Allemagne, les femmes sont écartées des professions jugées importantes, se voyant entre autres interdire, ô combien significativement, l'enseignement de la philosophie et de l'histoire. En revanche, des lycées féminins sont créés pour la formation des futures mères de famille. Ce n'est évidemment pas la même chose.

La « Journée de la mère et de l'enfant » est instituée à partir de 1933. Ce sera, tradition catholique obligeant, la veille de Noël. À cette occasion, *Il Popolo d'Italia*, l'organe du Parti, exalte la maternité, identification idéale entre le peuple et le fascisme. Et le Duce dans ses discours enflammés d'en appeler aux Romains de l'Antiquité, serviteurs de la famille, et de fustiger les femmes sans enfants. Des mesures législatives

suivent, qui instituent des aides à la maternité et imposent une taxe sur les célibataires.

Emporté par l'élan de sa propre dialectique, le fascisme se féminise, imposant partout, dans les manuels scolaires, les actualités cinématographiques, la présence dynamique de la jeune femme fasciste sportive, moderne mais finalement rassurante en comparaison de son homologue masculin. Ainsi, une affiche significativement intitulée « Espérances d'Italie » représente, de part et d'autre d'un arbre porteur du Faisceau, un groupe de garçons et un groupe de filles fascistes, en position et en nombre strictement égaux.

Or, les Italiennes y ont cru ou ont fait semblant d'y croire, l'encadrement fasciste des femmes italiennes étant beaucoup moins rigoureux que celui des nazis envers les Allemandes (et Mussolini, est-il besoin de le souligner, faisant moins peur que Hitler). Pourtant, les naissances tant escomptées stagnent voire diminuent, dans les milieux urbains surtout, et le PNF ne parvient pas à endiguer l'irruption des femmes dans la vie sociale. Consciemment ou non, les femmes ont pris le fascisme à son propre piège. Celui-ci avait proclamé la citoyenneté de la femme en essayant de vider ce mot de tout contenu d'émancipation. Nombre de femmes au contraire ont compris modernité, entrée dans la vie sociale, un ou deux enfants peut-être, mais avec un métier et une indépendance financière.

Et puis, la guerre venant, la femme italienne, plus nettement encore que son homologue allemande (au sens de l'Axe, institué le 24 octobre 1936), n'a aucun enthousiasme pour envoyer à la mort qui son fils, qui son mari et encore moins pour mettre au monde des enfants dans un contexte de deuils, de ruines et de privations. Ce sera là le prélude, pour beaucoup d'entre elles, à la naissance de l'esprit de résistance.

Lorsque survient la défaite de la France en 1940, les Françaises sont loin d'être des citoyennes à part entière. Elles n'ont ni l'autorité parentale, ni le droit de vote et elles ne participent guère à la vie publique même si trois femmes sont entrées dans le gouvernement du Front populaire. À cela s'ajoute un solide antiféminisme qui reproche pêle-mêle aux femmes d'être responsables du chômage masculin (elles constituent en 1941 un tiers de la population active) et d'un pacifisme qui, rimant avec féminisme, a conduit à la défaite, favorisée notamment par le refus de procréation pendant l'entre-deux-guerres. Certaines féministes anarchistes n'étaient-elles pas allées, la menace de guerre se précisant, jusqu'à prôner « la grève des ventres » afin de ne pas fournir la France en « chair à canon » ? Résultat, comptent les généraux à la recherche de responsables autres qu'eux-mêmes, 80 millions d'Allemands se sont rués sur 42 millions de Français et 7 soldats allemands sur 10 avaient entre 20 et 30 ans, contre 3 sur 10 en France.

Les premiers théoriciens du régime de Vichy en train de naître vont plus loin, assimilant le féminisme et la féminité à la démocratie et à la république. Féminité au sens de la faiblesse et de l'esprit de jouissance tel que le dénonce le maréchal Pétain dans son discours du 20 juin 1940 – et les thuriféraires du Maréchal de lier ce concept à celui d'un amollissement et d'une féminisation d'une société ayant perdu ses valeurs. Il faut dès lors reconstruire la France dans une « Révolution nationale » redéfinissant le rôle et la place de la femme, non sans avoir dissous au préalable les organisations féministes.

Dans l'idéologie de Vichy, la femme est mise ou remise là où elle aurait toujours dû être, c'est-à-dire dans la famille, le terme apparaissant lui-même au centre de la devise du nouvel

État français : « Travail, Famille, Patrie ». Il s'agit bien sûr de la femme-mère et non de la femme-femme. L'arbitraire qui fonde le destin social de la femme sur son destin biologique n'est pas l'apanage des nazis, et la France de Vichy n'est pas plus en retard là-dessus qu'elle ne le sera en persécutant les Juifs, ses Juifs.

Il faut faire des enfants non seulement pour donner des bras et des « ventres » à la France nouvelle et régénérée, mais aussi pour « améliorer la race ». Certes l'expression ne court pas les rues, mais elle figure en bonne place dans les discours des politiciens et des savants du régime. Cette rhétorique raciale est notamment développée au sein de sa fondation par Alexis Carrel, grand savant français, Prix Nobel de médecine en 1912. La maternité, selon lui, est la seule identité féminine légitime – et pas n'importe quelle maternité : une « biocratie » où des êtres « héréditairement et biologiquement doués ont le devoir de ne s'unir qu'à des êtres également de qualité supérieure ».

Or cet eugénisme « positif » (améliorer la « race ») débouche fatalement sur un eugénisme « négatif », c'est-à-dire l'élimination des enfants anormaux et par suite des anormaux adultes puis des criminels dangereux, et finalement des Juifs eux-mêmes. Ainsi, la radio de Vichy, dans son émission du 5 février 1943, s'attaque au métissage, « cause directe et principale de l'écroulement des empires et des familles ». Et la voix de Vichy d'ajouter que ce métissage, apparemment anarchique, a été voulu par ceux qui voulaient asservir la France : « J'ai nommé les Juifs. »

Quant à Alexis Carrel, dans *L'Homme, cet inconnu* publié en 1935 et dont les ventes atteignent 200 000 exemplaires à la fin de 1939, se « préoccupant » des anormaux et criminels dangereux, il propose rien de moins qu'un « établissement

euthanasique pourvu de gaz appropriés». On est alors en France et en 1935.

Dans ce délire eugéniste, le corps de la femme n'est pas nié mais affirmé comme dévolu à la régénération de la « race ». À la femme en quelque sorte de reconstruire aujourd'hui par le renouvellement ce qu'elle a détruit hier. *La Femme dans la France nouvelle*, qui paraît dès 1940, fustige l'émancipation de la femme, sa coquetterie, son esprit de jouissance. Inutile de préciser que dans ce contexte le mot « sexualité » n'est même pas cité pour réfutation. Il n'existe tout simplement pas.

Il n'est pas jusqu'aux études des jeunes filles qui ne soient suspectes. En 1941, René Benjamin publie dans *La Revue universelle* de larges extraits d'un ouvrage à paraître sur la réorganisation de l'enseignement : « Il faut y regarder à deux fois avant d'instruire les filles. Leur donner toutes les sciences sans la règle pour les contenir, c'est les charger d'explosifs. Je n'offenserai personne en disant que ce sont des créatures fragiles : on ferait mieux de préserver leurs nerfs. » Et le docte pédagogue, emporté par la mauvaise foi (ou, ce qui est pire, la bonne foi), évoque, comme ultime avatar des études universitaires des filles, la folie... et la prostitution (« À Paris, il y a 300 licenciées en droit qui font le trottoir »).

Quoique nettement moins encadrées et embrigadées que leurs consœurs allemandes ou italiennes, les jeunes Françaises sont poussées vers des mouvements de jeunesse tels que les Guides de France ou les Éclaireuses. La mixité à l'école est déconseillée. Un enseignement ménager obligatoire pour les filles est institué à partir de mars 1942. Toutefois, la création à l'automne 1940 d'une École des cadres féminins et de centres de jeunes travailleuses accueillant des chômeuses ainsi que celle en 1941 du Mouvement populaire des familles (en remplacement de la Ligue ouvrière chrétienne) témoignent d'une certaine participation des femmes au travail social.

Le gouvernement de Vichy fait porter ses principaux efforts sur la famille, amplifiant et complétant l'œuvre entreprise dès avant l'État français par le « Code de la famille » créé par le décret-loi du 29 juillet 1939. Un secrétariat d'État à la Famille et à la Jeunesse est institué le 12 juillet 1940, précédant nombre d'autres créations.

La fête des Mères, existant depuis 1926 mais quelque peu oubliée, est officialisée le 25 mai 1941. Le Maréchal s'adresse à cette occasion à toutes les mères de France : « Vous seules savez donner à tous ce goût du travail, ce sens de la discipline, de la modestie, du respect qui font les hommes sains et les peuples forts. Vous êtes les inspiratrices de notre civilisation chrétienne. »

Bien entendu, l'Église soutient cette politique de la famille, qu'elle qualifie hypocritement de « féminisme chrétien ». Faire des enfants est devenu un devoir national, et ne pas en faire un opprobre, comme le dénonce une affiche de l'époque : « Un ménage sans enfants est un couple à la dérive ».

De nombreuses mesures coercitives accompagnent cette politique nataliste. La contraception est interdite. Le divorce est condamné et de toute façon interdit à des couples mariés depuis moins de trois ans (en outre l'adultère ne peut être invoqué). L'homosexualité est réprimée, ainsi que le concubinage. La loi du 15 février 1942 aggrave lourdement la répression de l'avortement, y incluant même la peine de mort. Ainsi Marie-Louise Giraud, « faiseuse d'anges », est condamnée à mort et guillotinée le 30 juillet 1943. Jusqu'alors la peine capitale avait toujours été épargnée aux femmes. Les médecins qui s'étaient vu rappeler le respect du secret médical par le Conseil de l'ordre des médecins institué en 1941 en sont aussitôt déliés pour ce qui concerne les cas d'avortement.

La « Révolution nationale » doit cependant faire face à de nombreuses contradictions en matière de politique féminine, à commencer par la question des épouses des prisonniers de guerre : 1,6 million de prisonniers dont 50 % mariés, c'est-à-dire 800 000 épouses, et, sur ce nombre, 400 000 mères de famille. Ces 800 000 Françaises connaissent pendant cinq longues années de guerre un destin peu enviable. Dans cette société plus patriarcale que jamais où légalement le mari est le chef de famille, elles doivent assumer de fait cette responsabilité au milieu des pires difficultés. Il leur faut affronter la solitude affective, mais encore les faux espoirs de la Relève (on promet sans cesse la libération de prisonniers : en principe, un prisonnier de guerre libéré pour trois ouvriers français allant travailler en Allemagne), les épreuves de la vie quotidienne en raison d'une maigre allocation, surtout pour les femmes de simples soldats, et de l'extraordinaire privation que constitue l'envoi régulier du colis de 5 kg tant attendu par le mari ou le fils prisonnier. Une de ces femmes de prisonniers écrit à l'administration qu'il lui faut pour cela une carte d'alimentation supplémentaire : « Je ne doute pas que vous ferez droit à ma requête (...) sinon il ne me restera plus qu'à me suicider pour échapper à la faim. » Et l'administration de répondre, impavide : « Cette question a été déjà maintes fois posée mais jusqu'à présent il n'a pu y être donné satisfaction. »

Une autre lettre, adressée cette fois par un enfant au Maréchal, témoigne elle aussi de cette profonde détresse : « Je suis bien dans la peine car mon papa est prisonnier et ma maman est malade depuis quatre mois. Les autres années, ma maman a pu travailler et a pu me donner mon Noël, mais cette année la misère s'est installée chez nous. C'est pourquoi j'ai gros cœur de ne rien avoir. »

Certes les femmes de prisonniers tentent de s'entraider,

notamment au sein de la Fédération des associations de femmes de prisonniers, mais elles doivent affronter en outre un ennemi inattendu : le qu'en-dira-t-on. La femme de prisonnier ne doit jamais se distraire, ni être coquette. Pire, elle est vite suspecte d'adultère dans une France maréchaliste où l'infidélité de l'épouse est jugée criminelle. Que dire alors si le présumé mari trompé se trouve derrière les barbelés d'un stalag ou d'un oflag ? Du coup, l'État français institue une loi spéciale réprimant l'adultère avec une épouse de prisonnier de guerre. Cette suspicion permanente va empoisonner littéralement la vie de ces femmes, victimes des pires ragots, y compris parfois de journaux de la Résistance : « Au 1^{er} juin 1942, les cliniques d'accouchement de Vichy avaient 602 femmes enceintes, dont 435 femmes de prisonniers » (*Le Coq enchaîné*). Des lettres anonymes sont même envoyées aux prisonniers. Le retour des prisonniers s'en trouvera souvent altéré, ajoutant aux difficultés de réadaptation d'un couple où pendant cinq ans la femme aura pris toutes les décisions et toutes les responsabilités.

Le discours mythique de Vichy sur la femme au foyer et heureuse de l'être va se trouver également combattu par l'incitation de plus en plus grande de l'occupant à faire participer les femmes à l'effort de guerre en France même, ruinant ainsi les efforts initialement accomplis par Vichy pour combattre le travail des femmes.

Enfin et surtout, comme en Allemagne et comme en Italie, les difficultés de la guerre, la dure réalité du quotidien, vont compromettre cette politique. Très vite, pour ne pas dire dès le début de la guerre, les jeunes femmes vont attendre des jours meilleurs pour se marier. Certaines d'entre elles n'hésitent d'ailleurs pas à se confier dans ce sens à la presse féminine de l'époque (*Femmes d'aujourd'hui*, par exemple).

Toutes les ruses au demeurant grossières de la propagande n’y pourront rien changer.

Les affres du quotidien

La guerre venue, à des degrés divers dans tous les pays belligérants mais plus encore dans les pays occupés dont les ressources sont mises à sac par l’occupant, s’installe et s’aggrave, au fur et à mesure que les années passent, la trilogie du manque au quotidien : manger, se chauffer, se déplacer. Manger surtout... « Aujourd’hui, écrit un critique gastronomique de l’époque, la maîtresse de maison se demande ce qu’elle va faire, non plus pour satisfaire la gourmandise des siens, mais pour les nourrir. »

LE TEMPS DES RESTRICTIONS

Nul doute en tout cas que le poids du quotidien, en temps de guerre plus encore qu’en temps de paix, est supporté où que ce soit par les femmes. Que leur « homme » (mari, père, fils, frère) soit là ou parti à la guerre, ce sont les femmes qui doivent pourvoir, entre autres, mais d’abord, aux repas familiaux ainsi qu’en amont au ravitaillement, maître mot du temps de guerre. À un journaliste qui demandera bêtement en 1945 à une résistante ce que faisaient les femmes pendant la guerre, celle-ci répondra : « Elles faisaient tout ce que faisaient les hommes, plus la cuisine ! »

La guerre signifie d’abord le temps des restrictions. Pour ne prendre qu’un exemple, mais ô combien emblématique, le vrai café est pratiquement introuvable en France dès le début de l’hiver 1940. Et voilà qu’avec le mot nouveau (et

allemand) d'*ersatz*, arrive sur les comptoirs et sur les tables familiales un breuvage improbable bien que noir : le café de guerre (faire griller dans une poêle de l'orge, ou du maïs ou encore des glands ; pour un ersatz de qualité, torréfier séparément de la racine de chicorée séchée).

Le rationnement des produits de consommation s'opère avec des tickets fixant selon les catégories d'habitants (du travailleur de force à l'enfant de moins de 3 ans) les rations journalières ou mensuelles autorisées à la vente. Les quantités diminuant au fil des années de guerre, autant dire que dans les pays occupés mais aussi dans les pays de l'Axe, s'en tenir strictement à ce rationnement revient à se placer au-dessous du seuil de survie.

Il est certes difficile de comparer par exemple les États-Unis ou le Canada (qui pourtant ont connu eux aussi un certain rationnement) à la Pologne ou à la Russie occupée, mais personne n'échappe au rationnement et aux privations, pas même les pays agresseurs. Les cartes de rationnement font leur apparition en Allemagne dès le 25 septembre 1939, limitant la consommation de pain, de sucre, de matières grasses et de lessive.

Au Japon, il y a d'abord eu une allocation de riz journalière mais bientôt, l'asphyxie économique grandissant et se conjuguant aux abus des organisations de quartier chargées des distributions, une véritable famine s'est installée, au point que le gouvernement a lancé un nouveau slogan : « La force par la maigreur » (*Yase Gaman*). Dans la dernière année de la guerre, on verra même des Japonaises, événement inouï, cuire en lieu et place du riz sacro-saint... des pommes de terre.

Les ménagères de Grande-Bretagne n'échappent pas elles non plus au rationnement et aux carnets de tickets institués dès les premiers jours de 1940. Le beurre est le plus durement touché, sa ration tombant à 113 grammes par semaine pour

un adulte. *Horresco referens*, le bacon est lui aussi abaissé au même poids. Il est toutefois admis que les ménagères recevront un supplément de sucre pour faire de la marmelade. Guerre ou non, la Grande-Bretagne entend ne pas sacrifier ses plus nobles traditions. Il n'en subsiste pas moins qu'un an plus tard, la consommation des Britanniques a chuté de 20 % en dépit d'une hausse de revenus de 50 % par rapport à 1938. Les Anglaises apprennent à faire du thé aux orties et ont rebaptisé les saucisses britanniques, au goût aujourd'hui encore si particulier, « mie de pain en tenue de combat ». Quant à celles qui avaient la chance d'avoir devant leur porte le gazon traditionnel et ses non moins traditionnels rosiers, elles ont fini par se résoudre à y cultiver des légumes. De très nombreuses cantines d'usine (*British Restaurants*) permettent néanmoins de donner à beaucoup un repas du midi équilibré.

Il semble cependant que ce soit dans la France occupée que la question du rationnement et du ravitaillement, en matière alimentaire notamment, ait le plus obsédé ses habitants. N'était-ce pas, avant la guerre, le pays où manger était une véritable institution ? Cette France agricole et viticole, les Allemands la pillent allègrement et ne lui laissent pas grand-chose. Le commerçant est roi, le BOF (Beurre-Œufs-Fromage) en tête, tel que le campera cruellement Jean Dutourd dans son roman *Au Bon Beurre*. Hier, comme le montre Daniel Laborne en deux dessins satiriques, le boucher s'inclinait bien bas devant la bourgeoise qui toisait de son lorgnon l'étal plein de gros jambons ; aujourd'hui, la bourgeoise s'incline devant le boucher qui s'est emparé de son lorgnon et la toise à son tour tandis qu'aux crochets, ne pend plus qu'un seul et petit jambon.

Manger est devenu une véritable obsession jusque chez

ceux qui, avant la guerre, n'y pensaient pas. «Naguère, écrit Alfred Fabre-Luce, les riches s'ennuyaient; maintenant, ils mangent.» Et ils mangent au marché noir, autre maître mot du temps de guerre – aux antipodes des «vertus» prônées par la «Révolution nationale». Au marché noir de même que dans les restaurants sans tickets (autant dire clandestins mais clandestins reconnus et, d'une certaine façon, à la française, légaux), on trouve à peu près de tout, mais à quel prix! Un kilo de beurre coûte 500 francs, alors que le salaire mensuel minimum, celui des femmes notamment, se situe autour de 1 200 francs, parfois moins.

LE «SYSTÈME D»

Pour tous ceux, les plus nombreux, qui n'ont pas accès au marché noir, il faut conjuguer les queues et le «système D», sport national. Dans les interminables queues, bien sûr des femmes. Des femmes d'ailleurs à tous les échelons de la difficile ascension vers un peu de ravitaillement. Georges Duhamel, dans sa *Chronique des saisons amères*, nous fait vivre «la journée d'une Parisienne», Simone. C'est une journée comme les autres, mais quelle journée pour une femme ayant un mari rapatrié malade de captivité et deux enfants à nourrir (carte d'alimentation J3 donnant droit, chose merveilleuse, à deux tablettes de chocolat par mois).

Dès avant son lever, à l'heure du premier métro, elle fait le compte de ses tickets et surtout, tel un général, elle suppute le lieu de ses offensives. Avant de partir en campagne, il faut préparer le faux café du matin, avec tout de même une pincée de chicorée (échangée contre une pellicule photographique) mais avec son inévitable saccharine (ersatz de sucre). Seuls les enfants ont chacun un morceau de sucre. Il faut cirer les quatre paires de chaussures, faire sa toilette à l'eau froide

en veillant à ne pas faire mousser le savon trop longtemps. Réveiller les enfants et le mari, inspecter les vêtements (tiens, une reprise à faire ce soir) et réunir enfin tout son monde autour du petit déjeuner frugal. Après avoir fait le ménage et les lits, sa vraie journée peut commencer.

Chez le marchand de légumes, elle fera la conquête du dernier chou-fleur. À la laiterie, elle obtiendra sans tickets un quart de lait écrémé mais à condition d'acheter un paquet de lessive. Pas de problème à la charcuterie : il n'y a rien. À la pharmacie, elle ne trouvera pas de saccharine mais, d'un air de conspirateur, le potard lui en a promis pour l'été. Et Simone se prend à rêver, à rêver d'anchois au sel. Il paraît qu'on en trouve chez un libraire-papetier de la rue La Bruyère. Mais qui pourrait s'acheter des anchois au sel ?

Voilà pour le matin. Il faut maintenant rejoindre en courant l'appartement pour préparer le repas du midi qui commencera et se terminera par le chou-fleur. Vaisselle, repassage, travaux de développement pour le mari qui est photographe d'art sont autant de longs préludes à de nouvelles queues, à commencer par celle qui sera nécessaire pour obtenir les carnets de tickets du mois. Pendant le déjeuner, son mari lui a dit que les Palissot donnaient un thé ce soir, que ce sont de très bons clients et qu'il faudrait qu'elle s'y montre. Simone n'a pas osé dire non, tout en calculant le temps qu'elle va perdre. La corbeille à repriser déborde. Et puis Simone a beaucoup maigri et sa robe grise, la seule qui soit encore à peu près présentable, flotte autour d'elle. Il va falloir l'arranger. Encore du temps. Mais Simone n'a que 35 ans. Elle se doit d'être encore élégante et charmante.

Au dîner, dont elle fera elle-même l'économie grâce aux deux biscuits mangés chez les Palissot, elle trouvera son mari sombre. Les affaires vont mal. Alors Simone raconte les mille petites anecdotes de la journée. Le drôle de bonhomme

qu'elle a croisé dans le métro. Il faut aussi que Simone ravaille son petit monde en gaieté.

Le «système D», c'est d'abord apprendre à se débrouiller avec rien ou presque rien. En 1940, Colette, qui a alors 67 ans, est restée à Paris. «J'ai l'habitude de passer mes guerres à Paris», ironise-t-elle dans une de ses lettres. Elle écrit pour *Le Petit Parisien*, journal devenu «collabo», comme tous ceux qui se sont obstinés à continuer de paraître. Son enfance rurale et marquée au coin de l'économie paysanne l'autorise à tenir une rubrique régulière où, en «femme pratique» qu'elle se défend d'être finalement, elle donne des conseils aux ménagères en butte aux multiples privations de l'Occupation. Elle répond aussi au courrier de ses très nombreuses lectrices. Et la voici qui livre des recettes où «le déchet remplace l'ailou – mais où prendre le déchet quand on n'a pas eu la pièce?» Elle enseigne comment ne pas perdre le lait tourné, à manger en salade des végétaux jusqu'alors ignorés comme tels, à «grossir» de vingt façons une omelette. Mais il faut des œufs, et la romancière raconte que quelqu'un, pour faire rire une assemblée d'amis, leur a lu «une recette gastronomique d'autrefois, je veux dire de 1939: “Vous prenez huit ou dix œufs...” Et une petite fille qui n'a pas ri de demander: “À qui?”»

Le «système D», ce sont aussi les petits élevages. «La France, écrit un chroniqueur de l'époque, est devenue un vaste clapier à lapins. Dans toutes les campagnes, dans chaque village on élève des lapins. On en élève dans les caves et sur les balcons des immeubles de Paris.»

On élève aussi des poules pour leurs précieux œufs et là encore jusque dans les appartements des villes. Toutefois les citadines qui s'en sortent mieux que les autres sont celles qui peuvent recevoir des colis pudiquement appelés «colis familiaux» mais qui sont bel et bien l'une des nombreuses

voies du marché noir qui s'est développé entre la campagne et la ville. Ainsi Colette écrit-elle des lettres dithyrambiques à « ses petites fermières », des amies de Nantes qui la ravitaillent régulièrement en colis. Voici en 1940, avec un chèque de 500 francs, une commande, honorée à échéance d'un mois, de pommes de terre, d'oignons et d'ail.

Il faut aussi lutter contre le froid. Partout les restrictions en matière de combustible rendent les hivers terribles voire meurtriers (comme en URSS au cours du terrible hiver 1941-1942). Dans toute l'Europe en guerre, on s'entasse souvent dans la seule pièce de l'appartement ou de la maison où il y a du feu, c'est-à-dire le plus souvent la cuisine. À ses lectrices parisiennes Colette donne des conseils de bon sens : brûler les vieux meubles et jusqu'aux manches à balai oubliés dans les caves, fagoter de vieux cageots et du papier journal, ne rien jeter qui puisse brûler, restreindre la glotonnerie de la cheminée par mille astuces. Quand il n'y a plus de feu, « se rouler comme un saucisson dans une couverture de voyage » ou, pourquoi pas, rester au lit le plus longtemps possible, un bonnet sur la tête. Doubler les vêtements avec du journal, doubler ses bas de laine. Un dernier conseil toutefois, glisse Colette, malicieuse : « Fuyez le miroir (...) il n'a généralement rien de bon à vous apprendre. »

Le « système D » pour les citadines, c'est aussi partir à l'assaut de la campagne où soudain (et pour une fois) le paysan est devenu un roi très courtisé, afin d'en rapporter du ravitaillement tantôt contre argent, tantôt en faisant du troc. Seulement voilà, on manque aussi de moyens de déplacement. L'automobile a pratiquement disparu en même temps que sa cousine l'essence (et les voitures qui roulent au gazogène demandent elles aussi du combustible).

Les transports en commun sont un calvaire, qu'il s'agisse